

## Vers la suppression partielle des voitures de fonction au Burundi

PANA, 28 décembre 2012 Bujumbura, Burundi - La loi des finances 2013 prévoit une ligne budgétaire d'indemnités de placement des ayants droit aux véhicules de fonction destinés à mettre fin à plusieurs années de transport administratif gratuit et coûteux pour le Trésor public, apprend-on de source officielle à Bujumbura. Cette politique de "charroi zéro" aurait dû entrer en vigueur depuis 2010 mais il n'y avait pas eu des hésitations du gouvernement sur les réticences de la part des hauts fonctionnaires de l'Etat dont le transport administratif est un des grands avantages de la Fonction publique burundaise.

D'après le président de la Cour des comptes, Elysée Ndaye, qui a présenté jeudi à l'Assemblée nationale le budget général de l'Etat burundais pour l'année prochaine, la mesure "ne concerne ni tous les services de l'Etat ni les ministères". Il a indiqué que le nouveau budget ne prévoit pas de mesures d'accompagnement pour garantir le succès de la mesure de "charroi zéro" dont la mise en application effective devrait permettre l'économie d'au moins 10 millions de dollars américains par an qui étaient destinés à l'achat de nouveaux véhicules de fonction, du carburant, des pièces de rechange ou à l'entretien.